


copa * cogeca

european farmers

european agri-cooperatives

REFAIRE DE L'AGRICULTURE UN ATOUT STRATÉGIQUE DE L'EUROPE

*MANIFESTE POUR LES ÉLECTIONS
EUROPÉENNES DE 2024*



AGRICULTURE 2030

L'AGRICULTURE EST UN SECTEUR STRATÉGIQUE POUR L'EUROPE DE DEMAIN !

L'agriculture a toujours été au cœur du projet européen en raison de son importance stratégique. L'agriculture est un pilier primordial de l'économie européenne. Elle soutient et produit pour de nombreux secteurs en assurant l'autonomie alimentaire de l'UE.

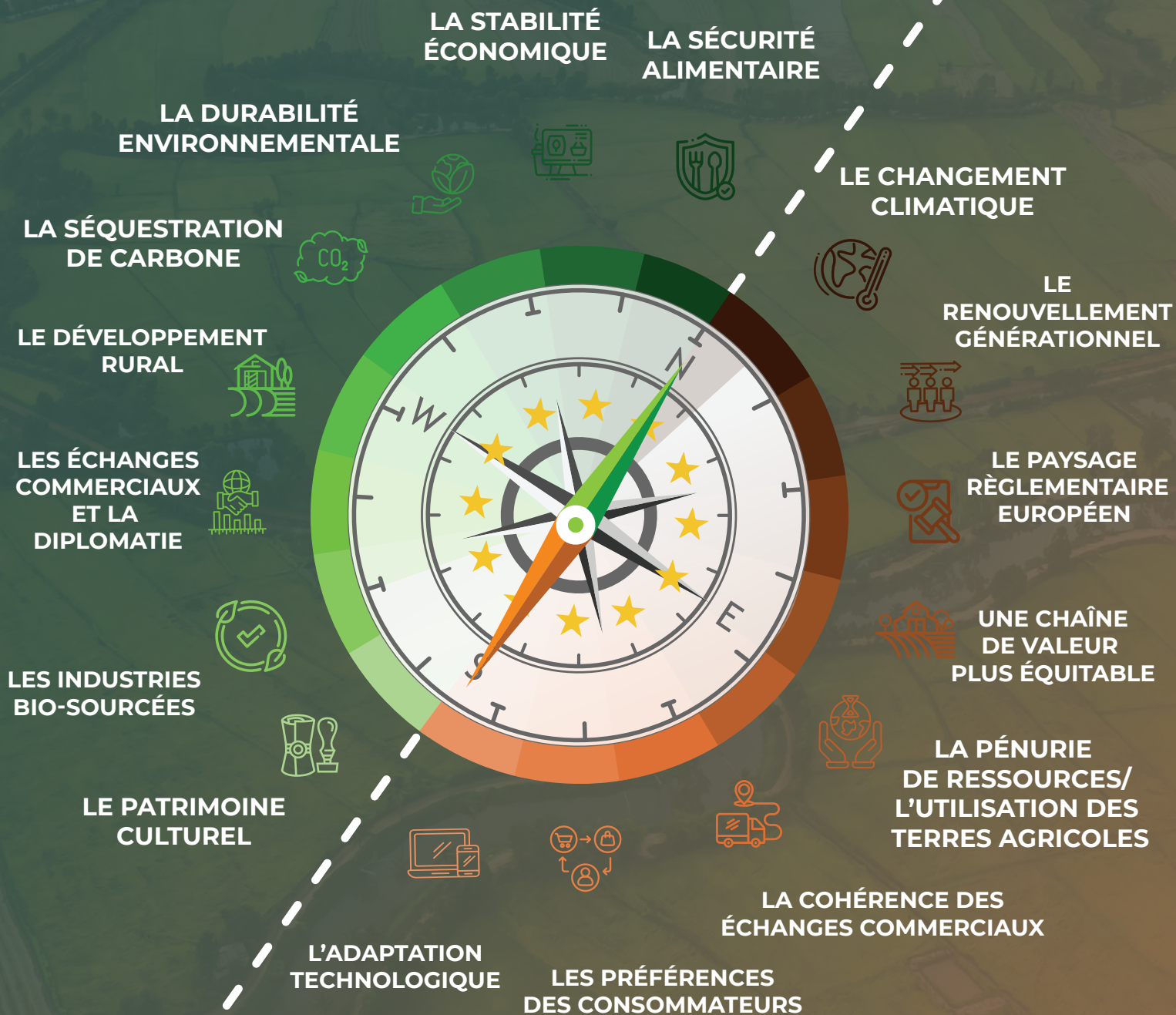
Un rôle qu'il convient de ne jamais perdre de vue, tout particulièrement dans les années à venir, alors que les défis auxquels l'ensemble de l'agriculture européenne fait face se multiplient.

L'agriculture européenne est constituée d'Européens convaincus. Le nombre croissant de manifestations agricoles survenues ces derniers mois indiquent que l'UE doit urgemment replacer l'agriculture et les zones rurales au centre des débats et retrouver sa boussole agricole. En ce sens, le dialogue stratégique lancé par la Présidente de la Commission européenne est une avancée positive. Elle doit être maintenue pendant toute la durée du mandat 2024-2029.

Les agriculteurs, les exploitants forestiers et leurs coopératives s'engagent activement dans les transitions nécessaires en faveur du climat et de la biodiversité. Nous soutenons des politiques européennes tournées vers l'avenir, apportant un soutien stratégique au secteur. Nous nous engageons à contribuer à la réalisation de l'objectif de neutralité climatique de l'UE d'ici 2050 en réduisant nos émissions, en produisant des bioénergies et des matériaux biosourcés, en augmentant le puits de carbone, en optimisant l'absorption de CO₂ des écosystèmes tout en remplaçant les combustibles fossiles. Néanmoins, la production de denrées alimentaires (y compris d'aliments pour animaux) demeure un facteur essentiel, conformément à l'article 2 (b) de l'accord de Paris.

Afin de répondre aux défis auxquels l'agriculture est confrontée et pour initier ce besoin d'un dialogue renouvelé avec les institutions européennes, le Copa et la Cogeca ont identifié 7 axes prioritaires pour le prochain mandat de la Commission ainsi que 4 facilitateurs qui permettront de remettre l'agriculture sur la bonne voie.

L'AGRICULTURE EST UN SECTEUR STRATÉGIQUE POUR L'EUROPE DE DEMAIN POUR ...



... MAIS L'AGRICULTURE EUROPÉENNE
FAIT FACE À UN NOMBRE CROISSANT
DE DÉFIS

7 AXES PRIORITAIRES POUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE

Face aux nombreux défis auxquels les communautés agricoles européennes sont confrontées, il sera important d'établir des priorités claires en mettant l'accent sur des solutions plutôt que sur une approche « descendante », et de veiller à ce que l'ensemble soit cohérent et clair sur le terrain. En vue d'atteindre cet objectif, le Copa et la Cogeca ont défini sept axes prioritaires :


Réconcilier atténuation du changement climatique, conservation de la nature et production alimentaire


1

Les agriculteurs, les propriétaires forestiers et leurs coopératives ont intensifié leurs efforts afin de rendre leurs pratiques quotidiennes plus durables, ce qui est aussi synonyme de coûts supplémentaires. Si d'aucuns réclament davantage d'efforts en matière de durabilité environnementale et sociale, les agriculteurs européens rappellent qu'ils ne seront en mesure de répondre à ces revendications qu'à condition de préserver leur compétitivité.

Le revenu agricole dans l'UE se chiffre toujours à moins de la moitié des salaires bruts de l'UE, et de ce fait, la stabilité économique devrait être une priorité absolue au vu des tendances inflationnistes. De ce fait, il est impératif d'améliorer la position des agriculteurs dans la chaîne agroalimentaire. Ceci pourrait être fait via :

 La garantie urgente à nos 9 millions d'exploitations d'une **rémunération équitable** au sein de la chaîne alimentaire via **la mise en œuvre effective dans chaque État membre de la directive sur les pratiques commerciales déloyales**, assortie d'une révision.

 Des **dérogations effectives** au droit de la concurrence pour les producteurs, conformément à l'article 210a de l'OCM et des normes de durabilité sectorielle qui garantissent une récompense pour les agriculteurs et coopératives faisant état de bons résultats en matière de durabilité.


 **Promouvoir et encourager des chaînes de valeur courtes et les réseaux de marchés agricoles** qui se sont révélés être un débouché important pour les agriculteurs et un modèle positif pour les consommateurs.




2

Renforcer la compétitivité et la rentabilité du secteur agricole de l'UE tout en maintenant son potentiel de production

Nous sommes convaincus que l'agriculture, la conservation de la nature et l'atténuation du changement climatique vont de pair. Pour ce faire, notre expérience passée de 2019 à 2024 démontre qu'il est essentiel de garantir la cohérence au niveau des politiques pour toutes les initiatives législatives, et de reconnaître l'importance des populations, de l'économie et de la sécurité alimentaire au sein de l'UE et au-delà, en tenant compte de manière égale des trois piliers de la durabilité.

 Le Copa et la Cogeca appellent à une **loi sur la restauration de l'agriculture**. L'objectif de cette initiative politique devrait être de renforcer la viabilité sociale et la rentabilité économique du secteur agricole, tout en garantissant l'adaptation et l'atténuation des répercussions sur l'environnement. Principes clés de la législation sur la restauration de l'agriculture : (1) Dans ses efforts pour protéger la nature, l'UE doit aussi protéger le secteur agricole ; (2) Offrir des garanties juridiques en termes d'accès et de protection des ressources essentielles et nécessaires aux activités agricoles, notamment la terre, l'eau et l'énergie.

 **Élaborer des mesures de marché et de gestion des risques plus performantes et réactives.** Face à des risques toujours plus marqués et variés, les agriculteurs doivent pouvoir se doter d'une boîte à outils fonctionnelle faite d'outils de gestion des risques. Il est également essentiel d'établir de meilleures synergies entre les différentes interventions et outils de la PAC. Cela aiderait les agriculteurs à améliorer leur résilience, à mieux surmonter les événements météorologiques extrêmes toujours plus fréquents et à mieux s'adapter au changement climatique.




Garantir la transition générationnelle agricole

3

Le renouvellement générationnel sera un des défis prioritaires de la prochaine Commission. Il s'agit d'un sujet majeur pour de nombreux débats agricoles. Il est donc essentiel que l'UE en fasse une priorité.

 Le Copa et la Cogeca appellent la Commission à mettre en place **une stratégie européenne ambitieuse et exhaustive pour le renouvellement générationnel dans le secteur agricole**, en intégrant un principe de « contrôle socio-économique jeunes agriculteurs » dans toutes les législations à venir portant sur l'agriculture, le climat ou l'environnement.

 En plus des mesures de soutien de la PAC, des mesures destinées aux jeunes agriculteurs devraient être envisagées. Ces mesures devraient être mises en œuvre en même temps qu'un mécanisme de **succession des exploitations** pour accélérer la reprise des exploitations.



4

Améliorer la santé végétale ainsi que le bien-être animal en misant sur la recherche et l'innovation

Les agriculteurs européens vont devoir cultiver avec toujours moins de ressources naturelles tout en étant confrontés à de nouveaux effets suscités par le changement climatique, tels que de nouveaux nuisibles et de nouvelles maladies, tout en devant réduire les émissions de gaz à effet de serre et en maintenant le même taux de productivité sur les mêmes superficies agricoles. L'objectif final étant d'éviter une dégradation des sols ou une déforestation supplémentaire. Préserver la santé des végétaux et des cultures est par principe un pilier de toutes les activités et pratiques agricoles au sein de l'Union européenne, quelle que soit la méthode de production utilisée (conventionnelle, biologique ou autre).

La digitalisation de l'agriculture constitue une occasion sans précédent pour créer de la valeur et des débouchés commerciaux grâce aux solutions reposant sur les données. En outre, des solutions génomiques, robotiques, numériques et agronomiques sont essentielles pour aider à réconcilier la production agricole et la protection de l'environnement.

Il est primordial, pour tous les agriculteurs, que les **nouvelles substances actives** ayant une incidence moindre sur l'environnement et la santé (qu'elles soient d'origine chimique de synthèse ou biologique) soient autorisées, dans les meilleurs délais, et qu'elles puissent être utilisées et développées rapidement dans le cadre du prochain mandat de la Commission européenne.

L'UE a besoin d'un cadre **réglementaire sur les végétaux NTG** qui soit solide, proportionné et basé sur la science. Ce cadre devrait être en place dès le début du prochain mandat. L'innovation dans le secteur de l'obtention végétale est l'un des facteurs qui permettra à l'agriculture européenne d'opérer avec succès sa transition.

Le secteur des engrais est essentiel pour garantir la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale. La communication de la Commission sur la disponibilité des engrais en 2022 a constitué un premier pas dans la bonne direction. Ainsi, le **Copa et la Cogeca appellent la Commission à développer une stratégie sur les engrais** permettant d'atteindre l'autonomie stratégique en la matière. Cela passera par l'établissement d'une transparence sur le marché européen et la reconnaissance du rôle de l'économie circulaire, y compris celui des solutions disponibles sur les exploitations telles que les digestats et les matières "Renure" (nutriments récupérés dans les effluents d'élevage).

Il est essentiel que la **révision de la législation en matière de bien-être animal soit fondée sur la science** et des études de faisabilité, y compris sur les répercussions sur le commerce, la compétitivité et les périodes de transition pertinentes.

Le Copa et la Cogeca appellent à **l'application du principe de précaution jusqu'à ce qu'un cadre législatif adéquat qui tient compte des dimensions éthique, sociale, de sûreté alimentaire, environnementale et économique des produits cultivés en laboratoire** soit mis en place, et à la réalisation d'une étude d'impact exhaustive en amont de toute autorisation potentielle.




Accroître la contribution des agriculteurs et propriétaires forestiers européens à la production d'énergies renouvelables et au développement de la bioéconomie

5

Suite à l'invasion russe de l'Ukraine, il est devenu évident que l'UE doit trouver d'autres moyens d'assurer son approvisionnement en énergie et promouvoir l'utilisation de matières premières renouvelables locales. Les agriculteurs européens, les propriétaires forestiers et leurs coopératives peuvent jouer un rôle clé dans la poursuite du développement de la bioéconomie dans l'UE, y compris le développement des énergies renouvelables et le remplacement des combustibles et matériaux fossiles.

 Une approche cohérente reposant sur le principe de la neutralité technologique devrait être adoptée dans toutes les propositions européennes afin de **diversifier et accroître son approvisionnement en énergies**. La bioénergie, les biocarburants, le biométhane, le biogaz et le potentiel de la production décentralisée d'énergie renouvelable sur les exploitations agricoles joueront un rôle clé dans le mix énergétique de l'UE.

 Les forêts gérées de manière durable fournissent des matières premières permettant de se détourner de l'économie fossile pour se diriger vers une bioéconomie circulaire. Par ailleurs, l'UE doit **replacer la bioéconomie au centre de ses préoccupations**. La bioéconomie basée sur les produits issus du bois a le potentiel de contribuer à la transition du Pacte vert pour l'Europe sans compromettre les objectifs en matière de biodiversité. En vue d'obtenir des résultats positifs, il est primordial que l'agenda européen favorise la mise en place d'un environnement commercial stable pour les investissements forestiers et soutienne les propriétaires forestiers pour qu'ils puissent continuer à appliquer les pratiques de gestion durable des forêts.

 En tant que secteur stratégique, l'agriculture peut également fournir des solutions d'énergie décentralisées, directement sur l'exploitation. Les toits des exploitations et des étables offrent un **potentiel immense pour la production d'électricité ou pour la production d'énergie éolienne sur l'exploitation**. Ce potentiel devrait être libéré grâce à une aide à l'investissement afin qu'il puisse être utilisé par nos communautés rurales.



6

Renforcer la résilience et la compétitivité des coopératives agroalimentaires et sylvicoles

Les coopératives agricoles jouent un rôle déterminant dans nos secteurs et dans le développement durable de nos sociétés et de nos économies. En vue de renforcer la compétitivité des coopératives agricoles, de maximiser leur contribution à la croissance durable et d'éviter de compromettre les externalités positives qu'elles créent, il est essentiel que :

🕒 Les institutions européennes **tiennent compte des besoins et procédures de gouvernance spécifiques des coopératives agricoles.**

🕒 Une politique environnementale soit conçue et mise en œuvre en misant sur l'innovation, la science et l'engagement en vue **d'exploiter le plein potentiel des coopératives agricoles dans la réalisation de projets et de produits durables.** Des réglementations propices et des régimes de soutien sont essentiels dans les domaines de l'efficacité énergétique, des actions climatiques, de l'infrastructure et du développement numériques, de la biodiversité et des actions en faveur de l'environnement.


🕒 Une **reconnaissance des entreprises coopératives en tant qu'organisations de producteurs**, à la demande des coopératives agricoles elles-mêmes, est une option envisagée dans le cadre du règlement de l'OCM. Il s'agirait là d'une mesure supplémentaire et d'un outil de soutien pour aider les États membres dans lesquels les coopératives du secteur agroalimentaire n'ont pas encore atteint leur plein potentiel.




Investir et innover dans le dynamisme des zones rurales

7

Les agriculteurs, les propriétaires forestiers et leurs coopératives jouent un rôle fondamental dans l'économie, le développement et la cohésion territoriale au sein de l'UE. Au coeur de la vie des zones rurales, ils ont besoins de conditions de vie et de travail décentes et d'accès aux mêmes services et à l'éducation. Il faut aussi attirer plus de jeunes et de femmes dans le secteur. Le dynamisme des zones rurales va de pair avec l'amélioration de l'accès aux services de base pour la mobilité, l'apprentissage, les soins aux enfants et aux personnes âgées, et le maintien d'un bon réseau de transport, par exemple.

 Le prochain mandat des institutions européennes devrait proposer la mise en place d'un **plan européen pour les infrastructures rurales afin de renforcer et de mettre en œuvre la vision à long terme pour les zones rurales à l'horizon 2040**. Des investissements considérables devront être consentis dans des infrastructures spéciales. Les aspects suivants **seront essentiels** pour les communautés agricoles : la décarbonisation (la construction ou rénovation de bâtiments, l'achat de véhicules électriques, les processus d'électrification, la création d'unités de méthanisation, les équipements agricoles), la transition verte (réduction des intrants, l'écologie, la récupération de co-produits), la numérisation (le haut débit, l'automatisation, l'intelligence artificielle, la robotique) et la transformation des systèmes de collecte (outils de stockage et de production).

 **Une stratégie définissant et établissant des programmes et des objectifs visant à améliorer les infrastructures d'irrigation** pour les agriculteurs est nécessaire. Prioriser l'accès adéquat des agriculteurs à l'eau à des fins de production agricole, notamment à la lumière des perturbations actuelles liées à l'eau qui deviennent de plus en plus fréquentes en raison du climat.






4 ASPECTS ESSENTIELS POUR L'AVENIR DE L'AGRICULTURE EUROPÉENNE


Afin de mettre en œuvre ces 7 axes prioritaires, le Copa et la Cogeca ont identifié 4 éléments facilitateurs dans le fonctionnement de l'UE qui pourraient apporter un soutien décisif aux communautés agricoles par le biais de propositions de politiques européennes.

1 Le prochain budget de l'UE devrait mieux tenir compte des ambitions agricoles de l'UE

 **Nous avons besoin d'une PAC solide et d'un budget pour la PAC après -2027 qui soit adapté aux besoins croissants du secteur tout en garantissant des fonds ciblés en dehors de la PAC.**


S'il est vrai que le budget de la PAC représente environ un tiers du budget de l'UE, en analysant le PIB l'on remarque que l'agriculture utilise l'équivalent de 0,4 % du PIB alors que sa contribution au PIB de l'UE est trois fois plus élevée (environ 1,3 % du PIB de l'UE en 2022). Par ailleurs, si l'Ukraine et/ou d'autres pays deviennent membres de l'UE, des financements supplémentaires seront nécessaires compte tenu du fait que cela entraînerait une augmentation significative (d'au moins 30 %) de la superficie agricole de l'UE. L'adhésion éventuelle des États candidats posera des défis de taille à l'ensemble du système agricole européen qui en subira les conséquences sur ses finances et sa production. Dans cette perspective, il est important de mettre en place des mesures de sauvegarde et de garantir une période de transition appropriée afin que la PAC dispose des instruments adéquats pour répondre aux besoins du marché.

 Durant la période 2019-2014, les politiques agricoles et forestières du Pacte vert n'ont pas fait l'objet d'un examen approfondi de leurs effets cumulés sur les exploitations agricoles, ni d'études de faisabilité permettant d'examiner les goulets d'étranglement potentiels. **Au début du nouveau mandat des institutions européennes, le Copa-Cogeca demandera à la Commission nouvellement élue de réaliser une étude d'impact complète des politiques agricoles issues du Pacte vert et d'évaluer leurs implications financières.** Cette étude et ses conclusions doivent constituer un pré requis pour toute autre initiative agricole pour éviter de naviguer à vue et garantir une politique cohérente qui soutienne les objectifs de la PAC.

 Bien que nous comprenions que les besoins budgétaires de l'UE sont nombreux, le développement de politiques/d'actions supplémentaires ne devrait pas se faire en sacrifiant le budget de la PAC. **Au contraire, il faut plus de synergies avec d'autres fonds.** Les propositions actuelles sur l'agriculture carbonée, la loi sur la restauration de la nature et les sols en sont de bons exemples.

Garantir une cohérence entre les objectifs de politique commerciale et les ambitions pour le marché interne


2

 Il est essentiel de garantir un commerce équitable qui garantisse une **certaine réciprocité pour les normes de production afin de prévenir les fuites en matière de durabilité, sans mettre en péril la production européenne et les informations transparentes aux consommateurs.** Si nous rencontrons une hausse des restrictions sur la culture et les normes de production en raison du cadre de l'UE, nous nous attendons à être traités de manière équitable au niveau international.




Des études de faisabilité pour toutes nouvelles propositions en lien avec l'agriculture


3

 Compte tenu de la nature de plus en plus transversale des politiques agricoles européennes, **toute nouvelle initiative de la Commission, conformément aux principes du « mieux légiférer », devrait comporter une analyse d'impact**, comprenant une section sur 1) sa faisabilité et sa nécessité 2) son impact sur la production, les terres et les zones rurales et 3) son impact sur le renouvellement générationnel 3) ainsi qu'une évaluation des implications financières.

4

Un(e) Commissaire chargé(e) de l'agriculture et des zones rurales est nécessaire, assumant un rôle clé de Vice-président de la Commission européenne

 Ce poste devrait être assorti de ressources spécifiques (financières et humaines) en vue de respecter le rôle stratégique de la sécurité alimentaire et du caractère abordable des aliments. Le même rôle tout aussi primordial devrait être joué par la commission de l'Agriculture du Parlement européen, les ministres de l'Agriculture disposant de compétences spécifiques sur tous les dossiers portant sur les chaînes agroalimentaires. En revanche, **nous le pensons pas qu'une DG Alimentation soit une réponse adéquate de la part des institutions au repositionnement stratégique de l'agriculture.**

 Un dialogue stratégique continu est nécessaire pour maintenir le lien entre la Commission européenne et la communauté agricole afin de pouvoir obtenir un retour d'expérience du terrain concernant les diverses propositions présentées. Par conséquent, **le Copa et la Cogeca appellent à un renforcement des groupes de dialogue civil afin de permettre aux agriculteurs de participer de manière adéquate et transparente au processus de préparation de la législation.**

 Concernant les opérations des institutions européennes, le Pacte vert pour l'agriculture a constitué un tsunami réglementaire, avec des consultations précipitées et des propositions adoptées à la hâte. Pour le mandat 2024-2029, nous demandons **moins de réglementation, mais une réglementation de meilleure qualité**, en laissant suffisamment de temps pour la consultation publique, et notamment pour le retour d'information sur l'analyse d'impact au sein de la Commission. La nouvelle législature doit garantir pour les agriculteurs et à leurs coopératives l'accès aux outils adéquats afin qu'ils puissent assurer la sécurité alimentaire et énergétique au sein de l'UE tout en opérant la transition vers des systèmes alimentaires durables.

À PROPOS DU COPA-COGECA

Le Copa et la Cogeca sont la voix unie des agriculteurs et de leurs coopératives dans l'Union européenne.

Ensemble, ils œuvrent pour une agriculture européenne durable, innovante et compétitive, qui puisse garantir la sécurité de l'approvisionnement alimentaire aux 500 millions de citoyens européens.

Les membres du Copa représentent les principaux syndicats agricoles au niveau national et sont les porte-parole de millions d'agriculteurs dans toute l'Europe.

Les membres de la Cogeca représentent les intérêts des milliers de coopératives agricoles en Europe.

LA VOIX DES AGRICULTEURS EUROPÉENS COMPTE !

L'union européenne joue un rôle essentiel dans le façonnement de l'avenir de l'agriculture européenne et, comme le souligne ce manifeste, de nombreux défis nous attendent, exigeant des actions politiques décisives au cours du prochain mandat.

Afin de rétablir l'importance stratégique de l'agriculture au sein des institutions européennes, un message fort doit être relayé. Ce message clair est celui de la participation en masse des communautés agricoles et rurales au vote. Le Copa et la Cogeca s'engagent à agir de par les régions, à examiner en détail les programmes et propositions politiques, et de veiller à ce que le plus grand nombre possible d'électeurs répondent présents aux élections européennes du 6 au 9 juin.

Il est également impératif d'élire au prochain mandat des représentants qui comprennent les thématiques et ont une expérience personnelle des défis auxquels les agriculteurs et les communautés rurales sont confrontés. Nous enjoignons les parties politiques à faire de cette dimension une priorité lorsqu'ils élaboreront leurs listes pour les élections européennes, soulignant qu'un Parlement européen dépourvu de représentants des mondes rural et agricole enverrait un signal peu favorable pour le prochain mandat.

copa*cogeca

european farmers

european agri-cooperatives



VOTE